



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 29/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FOURMENT ET FILS SA**

420 route de Montauban  
ZI Les Tendolles  
82290 La Ville-Dieu-Du-Temple

Références : SV/S-2025-0216  
Code AIOT : 0006803026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement FOURMENT ET FILS SA implanté 420, route de Montauban ZI Les Tendolles 82290 La Ville-Dieu-du-Temple. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection inopinée de l'établissement FOURMENT RECYCLAGE à La Ville Dieu du Temple dans le cadre d'une action régionale de la Direction des Risques Industriels sur la prise en compte du risque incendie dans les installations Tri Transit Regroupements des déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FOURMENT ET FILS SA
- 420, route de Montauban ZI Les Tendolles 82290 La Ville-Dieu-du-Temple
- Code AIOT : 0006803026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société FOURMENT Recyclage dont le siège social est situé 420 Route de Montauban - 82290 LA VILLE DIEU DU TEMPLE, exploite à cette même adresse des installations réglementées par arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 août 2011 et modifié par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2012 dont le tableau des rubriques a été modifié par courrier préfectoral du 6 décembre 2016.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté dans le fossé où se déversent les eaux pluviales du site, la présence de déchets plastiques et d'écoulements de couleur jaune. L'exploitant, de sa propre initiative, a indiqué demander à son laboratoire d'analyse d'effectuer une analyse de la qualité des eaux rejetées, et s'est engagé à procéder à son pompage si la qualité n'était pas conforme aux valeurs réglementaires. Ces résultats ont été communiqués à l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositifs de rétention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	pollutions accidentelles		corrective	
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61 et 62	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 2.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 4.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 7.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La lutte contre le risque lié à l'incendie doit être anticipée, prise en compte dans un plan de défense contre l'incendie et faire l'objet d'exercices. La gestion rigoureuse des stocks et natures de déchets ainsi que leurs conditions d'entreposages, la capacité à détecter rapidement un départ de feu, la mise à disposition de moyens d'extinction adaptés, et la bonne rétention des eaux d'extinctions sont attendus.

Suite à leur contrôle par sondage, et aux différentes non conformités relevées, les inspecteurs considèrent que l'exploitant doit rapidement améliorer les moyens matériels et organisationnels pour faire face au risque lié à l'incendie sur ses installations, qui ne sont pas à un niveau suffisant. Il doit mettre en place une organisation pour respecter strictement le plan de stockage (îlotage), lui permettant de garantir le non dépassement des quantités de déchets autorisées de chaque rubrique.

Le dossier de modifications des conditions d'exploitation, en cours de constitution, doit être rapidement finalisé et déposé dans les meilleurs délais, pour engager les travaux nécessaires à la mise en conformité du site, notamment concernant la mise à jour du plan de réseau de collecte des effluents, la mise en place d'une vanne d'isolement aujourd'hui absente, et garantir la présence de capacités d'extinction et de rétention suffisantes pour faire face à un incendie. L'exploitant doit concevoir son plan de défense contre l'incendie, et réaliser rapidement les exercices périodiques prévus.

Enfin l'exploitant doit apporter une attention particulière à la propreté intérieure du site et à la qualité des eaux rejetées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées</li> </ul>

<p>prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le plan de défense contre l'incendie et celui-ci n'est pas mis à disposition du SDIS à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant précise qu'il est encours de rédaction par son bureau d'étude sans pour autant fixer une date de mise à disposition sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser sous un délai de 1 mois un plan de défense contre l'incendie comprenant l'ensemble des éléments réglementaire et d'indiquer la date de transmission au service du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Tarn-et-Garonne.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant doit le rendre disponible à l'entrée du site et le mettre à jours en cas de modification.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à</p>

leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manoeuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de téléphones fixe et mobile pour alerter les services d'incendie et de secours. L'exploitant indique ne pas avoir organisé d'exercice de défense contre l'incendie sur son site. L'inspection rappelle à l'exploitant que celui-ci devait être réalisé avant le 1er juillet 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'organiser un exercice de défense contre l'incendie sur son site sous un délai de 2 mois, et de transmettre le compte-rendu à l'inspection dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat de stock des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique pouvoir recevoir un état de stock tous les matins. Cet état de stock est la différence entre les entrées et les sorties L'exploitant précise avoir désactivé le reporting journalier de ses stocks, mais qu'il peut éditer l'état des stocks au jour de la visite.  Postérieurement à la visite l'exploitant a communiqué son livre de police du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 au 25 mai 2025, ainsi que le registre d'entrée sortie concernant notamment les batteries (code déchets : 16 01 01*).  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être en capacité d'éditer l'état des déchets présents sur son site, information importante pour la gestion d'un sinistre.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des mesures organisationnelle sous 1 mois pour être capable d'éditer l'état complet de ses stocks. Un état des stocks complet ainsi édité sera transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note la présence d'un bassin de rétention sur le site. Toutefois, en ouvrant les regards, l'inspection constate l'absence de vannes de sectionnement, rendant le confinement des eaux (susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre) impossible. L'exploitant ne s'est pas approprié le fonctionnement du bassin et ne s'est pas préoccupé de l'écoulement des eaux dans le fossé.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que le revêtement de sol du site est détérioré à de multiples endroits et le réseau de collecte des eaux pluviales est perfectible.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit sous un délai de 2 mois, mettre en place des moyens matériels permettant de collecter l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. L'efficacité du confinement des eaux sera testé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
---



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement externe
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas de dispositif de confinement externe :  - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;  - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;  - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;  - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que le site ne dispose pas d'orifice d'obturation permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction. Par ailleurs, la configuration du site ne permet pas actuellement d'assurer la récupération de toute l'eau d'extinction incendie. Enfin l'exploitant ne disposant pas de dispositif d'obturation n'a pas à ce jour mis à jour ces consignes de sécurité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois, disposer de système d'obturation permettant de garantir un confinement des eaux d'extinction sur son site et mettre à jour ses consignes de sécurité en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le calcul de dimensionnement du volume de confinement. Il indique que ce calcul est présent dans son dossier de porter à connaissance des condition d'exploiter qui doit déposer prochainement auprès des service de la préfecture.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce dossier aurait du être déposé d'ici fin mars 2025, or à la date de rédaction du présent rapport ce dossier n'a toujours pas été déposé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit sous un délai de 1 mois transmettre les feuille de calcul du dimensionnement du volume de confinement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou

d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

"Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour."

"La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent."

#### **Constats :**

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un plan de localisation des risques .

L'inspection constate que certains déchets sont stockés sans indications ni marquage, par conséquent il est difficile de bien identifier les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit sous un délai de 1 mois :

- recenser les zones à risques conformément au plan de stockage prévu dans son dossier d'autorisation ou conformément au porter à connaissance qu'il doit déposer,
- mettre en place la panneautique précisant la nature du risque associé aux différents stockages.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du

<p>présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être en mesure de présenter les consignes d'exploitation à l'inspection.</p> <p>Certaines signalétiques d'interdiction sont présentées sur un panneau (port des EPI, sens de circulation, numéro d'appel d'urgence) à l'entrée du site (coté bureau administratif), ces consignes ne sont pas suffisantes et ne couvrent pas les situations relatives à l'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois disposer de l'ensemble des consignes cité par l'article susvisé, et justifier que celles-ci ont fait l'objet d'une communication auprès de son personnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Dispositions au contrôle d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61 et 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. » « Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation [...] »
<b>Constats :</b>  Le site est ceint d'une clôture et dispose d'un portail d'accès. Celui-ci est fermé en dehors des périodes d'ouverture du site. L'exploitant précise que le sens de circulation va être repensé dans le cadre du dossier qui devrait être déposé auprès de la préfecture. Durant le contrôle, l'inspection constate qu'un camion stationne devant la bâche de réserve incendie, empêchant son accès. Le marquage de cette zone n'est pas suffisant pour empêcher cette situation. Le chauffeur, toujours présent, aurait toutefois pu déplacer son véhicule en situation d'incendie pour rendre l'accès aux moyens de secours
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 1 mois de matérialiser le sens de circulation prévu dans le dossier à venir et qui doit limiter les croisements de flux (particulier/ personnel de l'entreprise). L'exploitant doit revoir le marquage au sol devant la réserve en eau contre l'incendie pour y interdire le stationnement, même provisoire, de véhicules et en garantir l'accès par les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Moyens d'accès et de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

<p>« Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>« Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le site dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'inspection demande comment est réalisé l'accès en dehors des heures ouvrables. L'exploitant indique qu'il faut qu'une personne de l'entreprise vienne ouvrir le portail en dehors des heures ouvrables.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit sous 1 mois mettre en place une procédure permettant au service du SDIS d'intervenir en dehors des heures ouvrables, notamment pour ouvrir le portail d'accès.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures</p>

compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

**Constats :**

L'inspection constate la présence d'extincteurs répartis régulièrement sur le site. Certains extincteurs ne disposent pas de poste de repos clairement identifié et facilement accessible. Des bennes ou outils positionnés devant les extincteurs les rendent difficilement accessibles en cas d'urgence.

Par ailleurs, certains agents d'extinction ne sont pas compatibles avec le risque à défendre. En effet, dans le bâtiment de broyage de métal, la plupart des extincteurs sont efficaces pour tout type de feu sauf de métal.

L'exploitant précise que les extincteurs sont contrôlés par la société SAS VEMI et le dernier contrôle a eu lieu en date du 7 novembre 2024. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport associé à ce contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit sous un délai d'un mois s'assurer que les extincteurs présent sur le site soient clairement identifiés et facilement accessibles et que l'agent d'extinction soit compatible avec le risque à défendre.

Par ailleurs l'exploitant transmettra sous un mois une copie du rapport de vérification des extincteurs du 7 novembre 2024 accompagné d'un plan d'installation de ceux-ci permettant leurs localisation et justifiera d'avoir mis en conformité les agents d'extinction avec le risque à défendre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 12 : Intégration dans le paysage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 2.2.1

**Thème(s) :** Autre, Propreté

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

**Constats :**

L'inspection constate que les abords intérieurs du site (fossé) ne sont pas correctement entretenus, et présentent de nombreux déchets. Par ailleurs, la partie Nord Est du site présente

une végétation dense. L'inspection rappelle à l'exploitant que cette végétation peut être à l'origine d'une propagation plus rapide d'un incendie et qu'il devrait procéder à un débroussaillage de cette zone.

Par ailleurs, de nombreux déchets devant être évacués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 sont encore présents, ce qui représente un risque de pollution complémentaire en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de :

- 15 jours, de procéder au nettoyage du ruisseau longeant le site (fossé),
- 2 mois, d'évacuer les déchets de pneumatiques historiques présents dans la végétation dense et de procéder au débroussaillage de toute cette zone.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : Nature des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Liste des installations

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 2718-1

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses

Regroupement de batteries (bacs d'1 m<sup>3</sup>) 40 tonnes

**Constats :**

Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une quantité importante de batteries usagées stockées dans des caisses palettes, pour certaines non étanches et ne disposant pas de couvercle.

L'inspection a demandé à l'exploitant de sortir un état des stocks.

Par transmission du 19 mai 2025, l'exploitant a communiqué la quantité de batteries présente sur le site. La quantité est de 46,81 tonnes au lieu des 40 tonnes autorisées.

Par courriel du 19 mai, l'exploitant indique avoir demandé une évacuation d'un semi auprès de la société SIRMET au plus tard le 29 mai 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 1 mois de :

- transmettre les éléments justifiant l'évacuation vers une filière dûment autorisée des batteries (copie du BSD) lui permettant de revenir à une quantité totale inférieure à 40 tonnes,

- de formaliser l'organisation mise en place permettant de s'assurer en tout temps du respect d'une quantité maximale de 40 tonnes de batteries et de transmettre les procédures en place.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des réseaux. Il précise que que tous les plans sont réalisés par son bureau d'étude et qu'il ne dispose pas à la date de la visite d'une copie de ceux-ci, mais que ces plans seront présents dans le futur dossier qui sera déposé auprès de la préfecture.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois le plan de réseaux actuel du site, et rappelle que celui-ci devra être mis à jour une fois les travaux et flottage réalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 15 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2011, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans</p>

son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Par courriel du 19 mai l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisé le 22 janvier 2025 par la société SOCOTEC rapport n° 9122B/25/681.

L'inspection constate que ce rapport fait apparaître 4 observations dont 3 déjà signalées lors des précédentes vérifications.

Par ailleurs, l'inspection constate que l'exploitant ne met pas à disposition de l'organisme de contrôle les documents suivants :

- Plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes hors risque d'explosion,
- Plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées,
- Cahier des prescriptions techniques ayant permis à la réalisation des installations,
- Schémas unifilaires des installations électriques,
- Notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection,
- Rapport de vérification initiale ou périodique conduite comme une initiale,
- Documents listant l'effectif maximal des locaux pour lesquels un éclairage de sécurité est nécessaire.

L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de transmettre les documents susvisés et non communiqués lors du contrôle de janvier 2025. En cas d'absence, l'inspection recommande à l'exploitant de prendre attache avec son électricien afin qu'il puisse lui rédiger les dit documents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de procéder aux travaux nécessaires et de justifier que les actions correctives ont été réalisées afin de lever les 4 observations relevées lors du contrôle du 22 janvier 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois